



**LDC  
FUTURE  
FORUM**  
5-6 March 2024  
Helsinki / Finland

#### **THEMATIC SESSION 4**

### **INTERNATIONAL SUPPORT MEASURES FOR LDCS IN AN EVOLVING COMPLEX CONTEXT**

**Prof. Youssoufou Hamadou Daouda**  
**Professor of Economics**  
**Rector of Djibo Hamani University, Tahoua (Niger)**

.....

Il y a essentiellement 3 mesures de soutien international en faveur des pays vulnérables qu'il ne semble important de mettre en œuvre pour amorcer une transformation structurelle. Ces mesures ne sont pas certes nouvelles, mais sont à mon sens nécessaires et ont l'avantage de présenter des effets de complémentarité.

#### **1. Promouvoir les technologies agricoles pour améliorer la productivité**

Il est possible d'accélérer la transformation structurelle des PMA en exploitant les promesses des technologies agricoles. L'accès aux technologies agricoles telles que les équipements, l'irrigation, les semences et les engrais constitue le meilleur moyen d'accroître la productivité du travail, les emplois productifs ainsi que les revenus des agriculteurs.

Les innovations agricoles permettent également d'accroître la valeur ajoutée des produits alimentaires et leur insertion dans les chaînes de valeur mondiale<sup>1</sup>, avec notamment des objectifs de diversification des flux de commerce extérieurs.

Il y a cependant lieu de les adapter aux besoins des paysans, notamment en rendant les systèmes productifs intelligents et résilients. Bien entendu, dans le cas de certains PMA, une réforme foncière serait nécessaire pour permettre un accès plus juste à la terre, notamment en sécurisant les droits de propriété sous une forme incitative tout en préservant les solidarités entre les populations.

#### **2. Promouvoir l'énergie pour soutenir l'agro-industrie et l'industrie manufacturière**

L'obstacle majeur à la transformation structurelle des PMA est sans doute l'absence d'un approvisionnement électrique fiable et suffisant. La part de la population des PMA ayant accès à l'électricité s'élevait à 53 % (40 % en zone rurale) mais avec de grandes disparités. Par exemple, au Niger, elle est de 17 % en 2021 (environ 5 % en zone rurale) ; au BF, le Taux d'électrification est à 22,5 % (67,5% en zone urbaine contre 5,3% en zone rurale en 2021).

---

<sup>1</sup> En contribuant à 8,7 % du PIB, le secteur de l'élevage constitue une part non négligeable de l'économie du pays. Selon une étude du HC3N, la chaîne de valeur de la filière bétail génère une valeur ajoutée de plus 1,5 milliard d'Euros qui représente 13 % du PIB et 32 % du PIB agricole en 2020. Cette chaîne de valeur induit l'équivalent de plus de 1,9 million d'emplois par an (plus de 476 millions de jours de travail).

C'est pourquoi, des programmes de soutien sont nécessaires pour accroître les financements dans les infrastructures énergétiques qui sont indispensables à la productivité et la diversification économique. L'accès à l'énergie fiable et durable devrait se faire à un coût abordable.

**La promotion de l'énergie solaire** peut changer la donne. La maîtrise des énergies fiables et propres devrait dynamiser les revenus, y compris pour les producteurs ruraux. Au Burkina Faso, au Niger et au Bénin, des centrales solaires sont déjà en train d'être mises en service. Mais les besoins en infrastructure énergétique, estimé à 90 milliards de dollar par an selon la BAD (2010) sont loin d'être couverts.

Une fois que l'énergie est garantie, les PMA pourraient miser sur le soutien **aux entreprises nationales championnes** (ayant des effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie). Ces grandes entreprises sont celles qui peuvent capter les gains de productivité résultant de rendements d'échelle croissants et sont susceptibles de créer un grand nombre d'emplois décents ; elles ont plus de chances de survivre que les petites et moyennes entreprises (PME).

### **3. Mettre à l'échelle la « technologie numérique »**

Au cours de cette décennie, les innovations numériques ont vu le jour en ASS, notamment dans des domaines tels que la santé, l'éducation, le commerce et l'agriculture. Elles offrent de nouvelles opportunités pour les ménages, les entreprises et permettent une diversification économique. Elles ont clairement un impact positif sur l'emploi et le bien-être.

Toutefois, la pénétration numérique en Afrique subsaharienne reste encore faible (FMI (2020)). Par exemple, le niveau global du commerce en ligne reste encore faible malgré les progrès. En 2019, les utilisateurs actifs du paiement en ligne représentaient ¼ de la population en ASS, contre au moins la moitié de la population dans l'ensemble des autres régions du monde et 90 % dans les pays avancés.

Pour réaliser pleinement leur potentiel, les technologies numériques doivent devenir plus abordables et plus faciles à utiliser. C'est dans ce sens-là que la communauté internationale doit renforcer la coordination entre partenaires et travailler avec les PMA pour réduire la fracture numérique. Pour ce faire, il faut :

- Donner la priorité aux politiques et aux investissements qui augmentent la couverture de l'internet qui favorisent une utilisation productive de l'internet et qui améliorent les compétences, les emplois et les revenus.
- Réduire les inégalités d'accès, en accroissant l'usage de l'internet dans les services publics (E-civil), la santé (télé-diagnostic), l'éducation (bibliothèque virtuelle, e-learning), les services financiers numériques pour mieux servir les populations rurales (exemple « Projet villages Intelligents » de la BM au Niger pour améliorer le réseau mobile et Internet dans les zones rurales pour environ 1,4 millions d'individus).
- Investir dans les ressources humaines et le développement des pôles d'innovation technologiques dans les universités et grandes écoles avec pour effet de stimuler la créativité et l'intérêt durable des apprenants pour les technologies.

### **Conclusion**

L'innovation et les technologies numériques sont aujourd'hui essentielles pour réduire les vulnérabilités multidimensionnelles et faire face aux défis des peuples vulnérables tels que la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'énergie et la compétitivité.